

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 02/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KAAC ex LHOTELLIER R2A**

6 Rue Nicolas Appert  
41700 Le Controis-en-Sologne

Références : 2023-0308  
Code AIOT : 0010006053

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement KAAC ex LHOTELLIER R2A implanté 6 Rue Nicolas Appert Zone Industrielle 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KAAC ex LHOTELLIER R2A
- 6 Rue Nicolas Appert Zone Industrielle 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0010006053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société KAAC, groupe néerlandais, est la conception et fabrication de ligne industrielle pour l'agroalimentaire dans la boulangerie et pâtisserie. Sur le site du Controis-en-Sologne, l'activité de l'établissement est l'application de revêtements anti-adhérent sur des supports de cuisson. Cette activité consiste en des étapes de décapage (pour des reconditionnements), dépoussiérage et application du revêtement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites de la visite précédente
- Action nationale 2023 : rejets atmosphériques



## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emission de COV – NC1 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.4.1	NC1 VI du 17/03/2021	Sans objet
4	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
5	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
7	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.1.1	/	Sans objet
8	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
9	Conformité des rejets air – NC3 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	NC3 VI du 17/03/2021	Sans objet
10	Conformité des rejets air	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	/	Sans objet
11	Conformité des rejets air	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 3.2.3.4	/	Sans objet
15	Auto surveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.2	/	Sans objet
18	Installations électriques – NC4 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.3.3	NC4 VI du 17/03/2021	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
6	Hauteur des émissaires – NC2 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	NC2 VI du 17/03/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.1	/	Sans objet
13	COV à mention de danger	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 5	/	Sans objet
14	PGS	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.3	/	Sans objet
17	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Tous les effluents sont captés à la source et canalisés
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Emission de COV – NC1 VI du 17/03/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SME
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) relatives au COV élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en oeuvre sur l'installation. Ce SME garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> L'émission annuelle cible concernant les COV totaux n'est pas respectée.
<p><b>Observations :</b> Constat du 17/03/2021 : L'exploitant doit encore réduire ses émissions pour respecter l'émission annuelle cible concernant les COV totaux.</p> <p>Constat du 17/02/2023 :</p> <p>L'Émission annuelle cible (EAC) de COV est de 18 319 kg alors que les émissions de l'activité de revêtement ont été de 20 493 kg en 2022. L'émission annuelle cible concernant les COV totaux n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant travaille sur différentes pistes en vue de réduire sa consommation de solvants, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un programme d'essai de nouveaux primaires à base aqueuse est en cours. L'objectif fixé est un remplacement total des primaires d'ici mi-2023, cela représenterait une réduction de 3400 kg de COV/an. Ce nouveau produit est en test de production en série chez un client.</li> <li>- des essais sont en cours pour remplacer le solvant de nettoyage de la résine silicone par un produit de nettoyage sans COV</li> <li>- des études ont été réalisées pour raccorder la cabine n°1 à l'oxydateur thermique</li> <li>- des essais sont en cours pour remplacer le revêtement Téflon par un autre revêtement. Les test avec contact alimentaire et agréments ont été réalisés en septembre 2022. Des essais en clientèle avec production pour un client sont en cours depuis début 2023.</li> <li>- Projet partie silicone : installation d'un nouveau robot en remplacement d'une cabine, avec un traitement charbon actif dopé : projet avec une mise en oeuvre en octobre 2023.</li> </ul> <p>L'exploitant devra évaluer le gain en terme de réduction d'émission des COV pour identifier s'il pourrait respecter l'émission annuelle cible concernant les COV en 2023, au regard des actions mises en place et des projets à venir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'établissement dispose d'émissaires équipés de filtres : filtre à cartouche sur TORIT et filtre à carton.  L'établissement dispose d'un stock de consommables, dont la gestion est assurée par le service maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les opérations d'entretien de l'oxydateur thermique ne sont pas consignées dans un registre.
<b>Observations :</b> L'entretien de l'oxydateur thermique est réalisé en interne par le service maintenance. Les opérations d'entretien consistent en le changement des filtres 2 fois par an et un nettoyage de la grille en sortie, une fois par an en préventif. L'entretien du brûleur est réalisé une fois par an.  Les opérations d'entretien sont réalisées mais ne sont consignées dans un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.  Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.  Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.  La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b> Il n'existe pas de registre traçant les incidents sur le système de traitement des fumées. Les périodes d'indisponibilité ne sont également pas tracées. Il n'existe pas de procédure pour expliquer la conduite à tenir en cas d'indisponibilité du système de traitement.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il y a eu une panne sur l'oxydateur thermique il y a quelques années, mais cette indisponibilité n'a pas été consignée dans un registre.  Il a indiqué que l'installation d'application de peinture reliée à l'oxydateur thermique a été mise à l'arrêt pendant cette panne, mais cette procédure n'est pas décrite dans une consigne décrivant la conduite à tenir en en cas d'indisponibilité du système de traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Hauteur des émissaires – NC2 VI du 17/03/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, rejets air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les 2 lignes suivantes sont ajoutées au tableau de l'article 3.2.2 "Conduits et installations raccordées - conditions générales de rejet":  Cf tableau APC</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Constat du 17/03/2021 : l'émissaire n°29 (nouveau four pyrolyse) ne fait que 9,40 m au lieu de 11 m prescrits.</p> <p>Constat du 27/02/2023 : les travaux de réhausse de l'émissaire ont été réalisés en interne par le service maintenance.  La facture d'achat du matériel a été présentée à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 7 : Programme de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance qui permette de s'assurer du respect de l'ensemble des VLE.
<b>Observations :</b> Le programme de surveillance de l'exploitant correspond uniquement au minimum fixé par l'arrêté préfectoral, mais celui-ci ne permet pas à l'exploitant de s'assurer du respect des VLE associées à chacun des émissaires. Il n'existe pas de document dans lequel sont décrites les modalités de mesures et de mise en œuvre du programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b> La surveillance des rejets atmosphériques n'est pas réalisée tous les ans pour les émissaires des activités classées sous le régime de l'autorisation.</p>
<p><b>Observations :</b> Le contrôle des émissaires n°8, 17, 18 et 29 est réalisé tous les 3 ans. Le contrôle de l'émissaire n° 2, sortie RTO est réalisé tous les ans.</p> <p>En revanche, le contrôle des émissaires n°1, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 19, 21, 22 et 23 relatifs aux rubriques 2940 et 2566 soumises à autorisation, n'est pas réalisé tous les ans.</p> <p>Toutefois, au regard du nombre important d'émissaires de l'établissement (21), il pourrait être accepté que chaque émissaire ne fasse pas l'objet d'un contrôle annuel systématique, sur la base d'une proposition argumentée et justifiée de l'exploitant, au regard de la nature des polluants rejetés et des débits de rejet.</p> <p>L'exploitant proposera un programme de surveillance de ses émissions définissant des fréquences de surveillance pour chaque émissaire, en tenant compte des polluants rejetés et en s'assurant que des contrôles des émissions atmosphériques soient réalisés annuellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, VLE	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 3.2.3.3 « installations de décapage thermique est remplacé par le tableau suivant :	
Paramètre	Valeurs limites
	Centrale de brûlage – conduit n°8 four à bain de sable fluidisé – conduit n°17 fours pyrolyse – conduits n°18 et 29
	Concentration d'O <sub>2</sub> (mg/m <sup>3</sup> ) : au faux mesuré
Poussières	100
HF, exprimé en F	5
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100
<b>Constats :</b> Les VLE en acide fluorhydrique ne sont pas respectés sur les fours pyrolyse.	
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2021 : Les dépassements suivants sont observés sur les rejets atmosphériques Acide fluorhydrique (HF) pour le four Luckersath : 13 mg/m <sup>3</sup> contre une valeur limite de 5 mg/m <sup>3</sup> . (Ce four a été rénové en janvier 2021, sans nouvelle mesure depuis) - Acide fluorhydrique (HF) pour le four PYROX : 15 mg/Nm <sup>3</sup> contre une valeur limite de 5 mg/Nm <sup>3</sup> . - Poussières pour le four PYROX : 226 mg/Nm <sup>3</sup> contre une valeur limite de 100 mg/Nm <sup>3</sup> .	
Constat du 17/02/2023 : Le rapport Apave correspondant à une intervention du 28/04/2022 pour des analyses des rejets des installations de décapage thermique : Four pyrolyse Luckersath et pyrox (émissaires 18 et 29) met en évidence les résultats suivants : - 1 non-conformité en acide fluorhydrique, avec une concentration de 13,4 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 5 mg/Nm <sup>3</sup> , pour l'émissaire n° 18 (Four Luckersath) - 1 non-conformité en acide fluorhydrique, avec une concentration de 7,69 G/Nm <sup>3</sup> mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 5 mg/Nm <sup>3</sup> , pour l'émissaire n° 29 (Four Pyrox)	
L'exploitant a installé des filtres sur les installations mais qui ne permettent pas d'atteindre les VLE. Les VLE en poussières sont respectées sur le four Pyrox.	
Les conduits n° 8 et 17 ont fait l'objet d'un contrôle par APAVE le 10 et 11/09/2020. Le rapport correspondant ne met pas en évidence d'écart aux VLE pour ces installations.	
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

N° 10 : Conformité des rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2				
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, VLE				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 3.2.3.2 « installations de revêtement, d'application et de séchage sur support quelconque » est remplacé par le tableau suivant :				
Paramètre	Valeurs limites			
	Application Cabines 1, 3 (silicone) 4, 5, 6 et 21 (fluorés) Conduits n°1,3, 4, 5, 6, 21	Application Cabines 2.1 et 2.2 (silicone) Conduit n°2 (sortie oxydeur)	Séchage Conduits n° 9, 19 (silicone), 10, 11, 12, 13, 23 (fluorés)	
	Concentration d'O2 (mg/m³) : au taux mesuré	Concentration d'O2 (mg/m³) : au taux mesuré	Concentration d'O2 (mg/m³) : rapporté à 3% pour les NOx et SOx / au taux mesuré pour les autres paramètres	
Poussières	100	100	100	
COV non méthaniques, en équivalent carbone	75	20 (50 si le rendement est supérieur à 98%)	50	
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	-	100	-	
CO	-	100	-	
CH <sub>4</sub>	-	50	-	
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	-	-	Conduits 10, 11, 12 et 13 : 35 (combustible gazeux)	Conduits 9, 19 et 23 : - (fours électriques)
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	-	-	Conduits 10, 11, 12 et 13 : 400 (combustible gazeux)	Conduits 9, 19 et 23 : - (fours électriques)

**Constats :** L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limite d'émission pour les rejets atmosphériques des émissaires des conduits n°1, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 21 et 23.

**Observations :** Le conduit n°2, sortie oxydateur a fait l'objet d'un contrôle APAVE du 03/11/2022. Le rapport correspondant ne fait état d'aucun écart par rapport aux VLE.

En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limite d'émission pour les rejets atmosphériques des émissaires des conduits n°1, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 21 et 23.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 11 : Conformité des rejets air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 3.2.3.4	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, installation de décapage mécanique	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites :	
Paramètre	Valeurs limites
	Dépoussiéreur TORIT décapage média organique Conduit n°B
	Concentration à 3% d'O2 (mg/m³)
Poussières	150
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE associées à l'installation dépoussiéreur TORIT décapage média organique, conduit n°B.	
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

**N° 12 : Surveillance des émissions**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Auto-surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

• Installations de revêtements, d'application et de séchage Les mesures du tableau 1 portent sur les rejets au niveau du conduit n°2 répertorié à l'article 3.2.2.

tableau 1 :

Point de rejets	Paramètre	Périodicité	Type de suivi
Émissaire2 sortie RTO	Rendement de l'oxydateur thermique	Tous les ans	Mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé.
	NOx		
	CH4		
	CO		

• Installations de décapage thermique Les mesures du tableau 3 portent sur les conduits 8,17,18 et 29 répertoriés à l'article 3.2.2. - Voir Tableau APC du 26/08/2019 :

Points de rejets	paramètre	Fréquence	Type de suivi
Émissaires 8, 17, 18 et 29	Poussières HF NOx	Tous les 3 ans	Mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé.

Constats : Pas d'écart constaté

Observations : La surveillance des rejets de l'émissaire 2, sortie RTO est réalisée annuellement (dernier contrôle APAVE du 03/11/2022).

La surveillance des rejets des émissaires n°8, 17, 18 et 29 est réalisée tous les 3 ans (dernier contrôle Apave du 10 et 11/09/2020).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

**N° 13 : COV à mention de danger**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant ne met pas en œuvre : <ul style="list-style-type: none"><li>- de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F,</li><li>- de solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351,</li><li>- de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'utilise pas de COV à mention de dangers listés dans la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : PGS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants. Le PGS peut-être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (22/02/2009 au jour de notification du présent arrêté). Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le plan de gestion des solvants 2022 a été réalisé et transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant a fait le choix d'un schéma de maîtrise des émissions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Auto surveillance des émissions par bilan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Concernant l'activité de revêtement, l'exploitant assure le suivi des émissions de COV par un suivi des volumes de solvants consommés (paramètre représentatif des émissions). L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : CF TABLEAU ap  L'évaluation des émissions par bilan des COV réalisée au travers du plan de gestion des solvants (PGS) annuel de ces installations est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivante.  Afin de renforcer le suivi et détecter les éventuelles dérives, l'exploitant réalise également des bilans trimestriels qu'il conserve en interne (minima 3ans).</p>
<b>Constats :</b> Les bilans trimestriels des émissions ne sont pas réalisés.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant assure le suivi des émissions de COV de l'activité revêtement au travers du PGS mais l'évaluation des émissions par bilan ne porte pas spécifiquement sur les polluants suivants : COVNM et COVM.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les bilans trimestriels à réaliser afin de renforcer le suivi et détecter les éventuelles dérives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> La déclaration des émissions de l'exploitant dans l'application GEREP a bien été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 18 : Installations électriques – NC4 VI du 17/03/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un contrôle annuel par thermographie infrarouge est réalisé.
<b>Constats :</b> Des non-conformités électriques restent à lever.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2021 : Des non-conformités électriques récurrentes restent à traiter.  Constat du 17/02/2023 : Le rapport de vérification des installations électrique réalisé par Apave en date du 27/06/2022 et notamment le certificat Q18 indiquent que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion et fait état de 7 non-conformités, dont 2 restent à lever. Le rapport complet des installations électriques liste 18 non-conformités. L'exploitant a présenté les éléments justifiant de la levée des non-conformités. Il en reste 2 à lever, faute de disponibilité de matériel.  Le rapport Q19 correspondant à une intervention Apave du 22/07/2022 fait état de 3 non-conformités qui ont été levées en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Annexe : fiche de visite